

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 14 (2025)

Faits saillants

- ❖ Région : tarifs réciproques américains imposés entre 10 % (Singapour) et 49 % (Cambodge)
- ❖ Singapour : 5 Md USD investis par UMC dans une usine de semiconducteurs
- ❖ Thaïlande : impact direct du séisme a priori limité (moins de 0,2 % du PIB)

LE CHIFFRE À RETENIR

46 %

Droits de douane imposés par Trump au Vietnam, 3^e déficit commercial américain en 2024

Région

Forte correction des marchés après l'annonce du relèvement des droits de douane américains

Le 2 avril 2025, l'annonce par le président des États-Unis, Donald Trump, d'une hausse généralisée des droits de douane a entraîné une forte correction des marchés financiers en Asie du Sud-Est. Ces mesures,

Southeast Asian Stocks Have Lagged Global Peers This Year



applicables à partir du 9 avril, portent les taux effectifs sur les importations ciblées à un niveau moyen de 20,8 %, contre 2,4 % en 2024. Les pays de l'ASEAN sont particulièrement concernés par ces nouvelles mesures, notamment le Vietnam (hausse de 3,5 % à 49,5 %), la Thaïlande (de 1,4 % à 37,4 %), l'Indonésie (de 5,0 % à 31,0 %), la Malaisie (de 0,6 % à 24,6 %), Singapour (de 0,1 % à 10,1 %) et les Philippines (de 1,3 % à 18,3 %). A ce stade, environ 25 % des importations seront exemptées, notamment les automobiles, l'acier, l'aluminium, les semi-conducteurs, le cuivre, les produits pharmaceutiques, le bois, ainsi que certaines matières premières critiques. Les marchés actions régionaux ont fortement réagi à l'annonce. L'indice VN-Index de la Bourse de Hô Chi Minh-Ville a chuté ce jeudi de 6,7 %, sa plus forte baisse journalière depuis

septembre 2001, avec 70 % des actions atteignant la limite de baisse autorisée de 7 %. Les Bourses de Thaïlande (-0,93 % à la clotûre le 3 avril), de Malaisie (0,5 %), des Philippines (-1,63 %) et de Singapour (-1,5 %) ont également enregistré des pertes notables. Les devises ont évolué de manière contrastée : le baht thaïlandais et le dong vietnamien se sont affaiblis, tandis que le peso philippin et le dollar de Singapour se sont légèrement appréciés. Par ailleurs, les contrats de credit-default swaps (CDS) sur les obligations souveraines des économies asiatiques émergentes ont enregistré leur plus forte hausse en 19 mois. L'Indonésie, dont les marchés sont fermés jusqu'au 7 avril, a vu ses CDS à 5 ans atteindre leur plus haut niveau depuis octobre 2023.

Détail des tarifs réciproques pour les principaux pays de l'ASEAN et leur exposition aux États-Unis

	Tarif réciproque décidé par Trump	Part des exportations vers les États-Unis en % du total (2024)	Part des exportations vers les États-Unis en % du PIB (2024)
Cambodge	49%	37%	22%
Vietnam	46%	30%	25%
Thaïlande	37%	18%	10%
Indonésie	32%	10%	2%
Malaisie	24%	13%	10%
Philippines	18%	17%	3%
Singapour	10%	10%	8%

Ralentissement modéré de la croissance du secteur manufacturier en mars 2025

Selon S&P Global, l'indice PMI manufacturier de l'ASEAN s'est établi à 50,8 en mars 2025, contre 51,5 en février, signalant une amélioration modérée mais continue des conditions du secteur pour le quinzième mois consécutif. La production et les nouvelles commandes ont enregistré une croissance

solide, bien qu'en léger ralentissement. L'activité d'achat a progressé pour le cinquième mois consécutif, tandis que l'emploi a légèrement reculé, mettant fin à deux mois de créations nettes. Les pressions sur les capacités ont persisté, comme en témoigne la hausse des arriérés de production pour le treizième mois consécutif. Les stocks de produits finis ont diminué pour le vingt-troisième mois consécutif, tandis que les niveaux de stocks en amont sont restés stables. Sur le plan des prix, les coûts d'approvisionnement ont continué d'augmenter, mais à un rythme atténué, avec un taux d'inflation des prix à la production tombé à son plus bas niveau depuis 21 mois. La confiance des entreprises reste élevée, soutenue par des anticipations favorables de la production sur les douze prochains mois.

S&P Global ASEAN Manufacturing PMI

sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global PMI.

Indonésie

Les États-Unis imposent des droits de douane supplémentaires de 32 %

Les États-Unis ont annoncé le 2 avril de nouveaux droits de douane visant plusieurs partenaires commerciaux, dont l'Indonésie, qui sera soumise à un droit additionnel de 32 % dès le 9 avril. En 2024, les États-Unis étaient le deuxième client de l'Indonésie, après la Chine, pesant 9,9 % de ses exportations (26,3 Md USD, +13,2 % en g.a.), devant le Japon. Les principales exportations indonésiennes vers les États-Unis incluent l'huile de palme, les équipements électriques et le matériel de diffusion. Par ailleurs, les États-Unis étaient le sixième fournisseur de l'Indonésie, avec 9,5 Md USD d'exportations vers ce pays (5,1 % des importations indonésiennes), principalement du gaz de pétrole, du soja et du pétrole brut. L'Indonésie bénéficie également du Système de préférences généralisées (SPG) américain, qui n'a pas été révoqué à ce stade, lequel couvre environ 15 % de ses exportations vers les États-Unis en valeur (3,6 Md USD en 2023).

Un ralentissement lors des célébrations de l'Aïd

Les célébrations de la fin du ramadan fin mars en Indonésie ont été marquées par une baisse de 24 % des déplacements par rapport à l'année passée, avec 146 millions de voyageurs contre 194 millions en 2024, reflet d'un ralentissement économique qui s'accroît depuis plusieurs semaines. La dépréciation de la monnaie, la hausse des prix de certains produits et services, et les licenciements dans l'industrie ont affaibli le pouvoir d'achat, entraînant une contraction des flux monétaires liés à la fête, estimés à 138 000 Md IDR (8,3 Md USD) contre 157 300 Md IDR (9,5 Md USD), soit -12,3 % selon la Chambre de commerce indonésienne. Pour atténuer cet impact, le gouvernement a instauré des réductions de 13 à 14 % sur les prix des transports aériens et de 20 % sur les péages autoroutiers, tout en renforçant l'offre de transports publics.

Ralentissement de la croissance de l'industrie manufacturière en mars

L'indice PMI manufacturier de l'Indonésie a ralenti en mars 2025, passant de 53,6 en février à 52,4, selon S&P Global. Malgré une demande intérieure et extérieure toujours solide, la croissance de la production et des nouvelles commandes a légèrement ralenti. Les entreprises ont effectué davantage d'achats et augmenté leurs stocks pour anticiper la demande, mais les créations d'emplois ont atteint un plus bas de trois mois. Cette baisse saisonnière pourrait être aggravée par l'affaiblissement du pouvoir d'achat, la hausse des coûts de production et les tensions commerciales liées aux nouvelles politiques tarifaires américaines.

Malaisie

Rechute de l'indice PMI manufacturier en mars

L'indice PMI de S&P Global pour le secteur manufacturier malaisien a chuté en mars à 48,8 après avoir gagné 1 point en février (à 49,7). Le prix global des intrants a diminué pour le deuxième mois consécutif mais les nouvelles commandes adressées aux entreprises ont connu leur plus forte baisse depuis un an. La production a ralenti et l'emploi et les niveaux de stocks ont été réduits. La confiance des entrepreneurs s'est affaiblie par rapport à février et est au plus bas depuis août 2023 avec des inquiétudes sur les perspectives de reprise de la demande.

Hausse de 5,4 % du nombre de transactions immobilières en 2024

Selon le rapport annuel sur le marché immobilier publié par le ministère des Finances, le secteur a enregistré en 2024 une progression de 5,4 % en g.a. du nombre de transactions pour l'achat de biens (420 545) dont la valeur totale a atteint 50,8 Md USD (+18,0 % en g.a). Les échanges ont concerné principalement les Etats de Selangor (18,7 % des transactions), de Johor (15,9 %), de Perak (11,1 %), de Kedah (7,8 %) et de Sarawak (6,2 %). Les propriétés résidentielles ont compté pour 62,0 % dans les ventes en volume (46,0 % de la valeur totale) devant les biens agricoles (18,7 % des transactions), commerciaux (10,9 %), industriels (2,1 %) et autres (6,3 %). L'indice des prix des logements à l'achat a augmenté en moyenne de 3,3 % en g.a au niveau national, l'Etat de Johor ayant enregistré une hausse de 5,3 % en g.a. dans la perspective de la création de la zone économique spéciale avec Singapour, effective depuis le 7 janvier 2025. Cette évolution de prix contenue s'explique par une surabondance de logements neufs (+34,1 % en g.a.) présentant un taux élevé d'invendus (62,7 %).

Nouveau dispositif pour favoriser la production et la consommation d'énergie solaire de proximité

Après avoir mis en œuvre en septembre 2024 le programme CRESS, qui permet aux producteurs d'énergie renouvelable de commercialiser en direct leur électricité aux clients finaux de Malaisie péninsulaire, le régulateur (Commission de l'énergie) vient de lancer un nouveau dispositif destiné aux petits producteurs d'énergie solaire. En effet, le programme CREAM (« Community Renewable Energy Aggregation Mechanism ») a pour objectif de favoriser l'agrégation par des parties tierces de l'électricité générée par des panneaux solaires placés sur des bâtiments résidentiels et de revendre celle-ci à un fournisseur d'énergie via l'Acheteur Unique en utilisant le réseau de distribution de l'opérateur national TNB. Le coût d'accès au réseau serait de 3,1 cts d'euro/KWh, soit trois fois moins que celui appliqué pour le programme CRESS. Pour ne pas empiéter sur ce dernier et veiller à la stabilité du réseau électrique, la Commission de l'énergie impose des conditions restrictives sur les volumes produits (2 MW en pointe par sous station de 11 Kv connectée), sur le périmètre de distribution (5 kms au maximum) ainsi que sur la nature des bâtiments éligibles (maisons et non pas immeubles).

Singapour

Ministre du Commerce et de l'Industrie : révision des prévisions de croissance et inquiétudes après l'instauration des tarifs US

À la suite de l'imposition par les États-Unis d'un droit de douane de 10 % sur les importations en provenance de Singapour, Gan Kim Yong, vice-Premier ministre et ministre du Commerce et de l'Industrie, a indiqué ce jeudi 3 avril que les perspectives économiques du pays pour 2025, initialement estimées entre 1 % et 3 %, faisaient l'objet d'une réévaluation. Il a précisé que ces mesures pourraient « significativement affecter les entreprises comme les ménages », ajoutant que le gouvernement suivra l'évolution de la situation et pourrait introduire de nouveaux dispositifs de soutien. Singapour ne prévoit pas de mesures de rétorsion, bien que l'accord de libre-échange bilatéral en vigueur depuis 2004 le permette, afin d'éviter une hausse des coûts pour les importateurs et consommateurs. Le gouvernement singapourien cherche à engager un dialogue avec les autorités américaines pour clarifier les motivations des nouvelles mesures. Pour mémoire, Singapour est le seul pays d'Asie du Sud-Est à avoir enregistré un excédent commercial sur les biens en faveur des États-Unis en 2024, d'un montant de 2,8 Md USD, d'après les données du Bureau du Représentant au commerce des États-Unis (USTR). Gan Kim Yong a par ailleurs souligné que l'augmentation des droits imposés à d'autres pays d'Asie du Sud-Est pourrait ralentir l'activité régionale et globale, peser sur les flux d'investissements, et, in fine, affecter l'économie singapourienne. Du côté du secteur privé, Kok Ping Soon, directeur général de la Singapore Business Federation, rappelle que « l'ampleur, la portée et la rapidité de mise en œuvre de ces hausses tarifaires sont sans précédent » et que celles-ci ramèneraient « les droits de douane américains à des niveaux jamais vus depuis le début du XXe siècle », avertissant que « l'impact sur l'économie singapourienne sera significatif ».

Une nouvelle usine de production de semi-conducteurs pour 5 Md USD

Le taïwanais United Microelectronics Corp (UMC) a inauguré le 1^{er} avril 2025 une nouvelle usine de production de semi-conducteurs à Singapour, dans le parc de Pasir Ris, pour un investissement pouvant atteindre 5 Md USD. La nouvelle unité fabriquera des puces en technologies 22 et 28 nanomètres destinées aux secteurs des communications, de l'automobile et de l'Internet des objets. La première phase du projet, d'une capacité mensuelle de 30 000 tranches de silicium, devrait entrer en production en 2026, portant la capacité annuelle totale de l'entreprise à Singapour à plus d'un million de tranches. L'usine emploiera environ 700 personnes supplémentaires dans les prochaines années. À ce jour, UMC compte plus de 1 800 salariés à Singapour, où est située sa plus importante équipe de R&D hors Taïwan. Le site de Singapour représente actuellement 14 % de la production mondiale du groupe. Ce projet s'inscrit dans une dynamique plus large d'investissements dans les semi-conducteurs à Singapour, qui a attiré plus de 18 Md SGD (13,3 Md USD) d'investissements en R&D et production sur les deux dernières années.

Après le yen, le dollar singapourien maintient sa position de devise la plus performante d'Asie au T1

Le dollar de Singapour (SGD) a progressé de 1,7 % au T1 2025, enregistrant la meilleure performance parmi les devises asiatiques, à l'exception du yen. D'après Bloomberg, qui fonde son analyse sur cinq ans de données hebdomadaires, cette surperformance pourrait se poursuivre à court terme, soutenue

Weekly correlation over 5-years	Bloomberg Dollar Index	EUR/USD	MSCI World	S&P 500	2-year Treasury	USD/CNY	Brent oil prices
SGD	-0.90	0.79	0.56	0.47	-0.18	-0.66	0.00
IDR	-0.53	0.45	0.48	0.42	-0.04	-0.36	0.01
KRW	-0.68	0.55	0.48	0.40	-0.09	-0.51	0.01
TWD	-0.58	0.48	0.43	0.36	-0.14	-0.53	-0.06
THB	-0.64	0.52	0.40	0.36	-0.17	-0.57	-0.05
CNH	-0.66	0.53	0.37	0.31	-0.15	-0.91	-0.01
MYR	-0.57	0.47	0.35	0.28	-0.10	-0.53	-0.06
PHP	-0.43	0.39	0.31	0.26	-0.13	-0.31	-0.14
INR	-0.45	0.43	0.30	0.24	-0.18	-0.31	-0.05

par son statut de valeur refuge régionale dans un contexte de tensions commerciales mondiales croissantes. Le dollar singapourien affiche la corrélation la plus forte de la région avec le Bloomberg Dollar Spot Index (-0,90) et l'euro (+0,79), bénéficiant ainsi des mouvements défavorables au dollar américain et des gains de la monnaie européenne. Cette dynamique s'inscrit dans le cadre de la politique monétaire de la Monetary Authority of Singapore (MAS), qui ancre la devise dans un panier de monnaies des principaux partenaires commerciaux du pays. Malgré un assouplissement de cette politique en janvier, la demande pour le dollar local reste soutenue, alors que l'inflation sous-jacente ralentit et que les marchés anticipent une nouvelle réduction de l'inclinaison de la bande de change.

Vietnam

Les objectifs économiques et la compétitivité du pays remis en question par les « droits de douanes » réciproques de l'administration Trump

L'entrée en vigueur des droits de douanes supplémentaires de 10 % (5 avril) puis de droits « réciproques » de 46 % en moyenne (9 avril) devraient avoir des conséquences majeures pour l'économie vietnamienne. En effet, les exportations représentent 85 % du PIB vietnamien et 54 % des emplois du Vietnam dépendent directement ou indirectement de l'appareil exportateur (Banque mondiale). L'objectif de croissance de 8 % pour 2025 – déjà ambitieux – semble sérieusement compromis. Le différentiel de taux avec les pays de la région (les Philippines sont taxées au taux de 17 %, la Malaisie à 24 %, l'Inde à 26 %, l'Indonésie à 32 %, etc.) devrait aussi réduire l'attractivité du pays pour les multinationales dans le cadre de la mise en œuvre de stratégies de de-risking depuis la Chine. Or, une large partie des objectifs de montée en gamme technologique du tissu industriel vietnamien est dépendante de tels flux d'IDE. Pour rappel, en 2024, les Etats-Unis ont enregistré avec le Vietnam leur troisième déficit bilatéral (104,4 Md USD), les Etats-Unis étant le premier marché à l'export de marchandises vietnamiennes (29,5 % des exportations en 2024) en grande partie produites à partir d'intrants chinois (37,9 % des importations vietnamiennes provenaient de Chine en 2024).

VinGroup : investissement de 30 Md USD

Selon le Nikkei, Vingroup a soumis aux autorités vietnamiennes un projet d'investissement de 25 à 30 Md USD pour développer des infrastructures énergétiques, principalement axées sur les énergies renouvelables et le gaz naturel liquéfié (GNL). Dans une première phase, d'ici 2030, le conglomérat prévoit l'installation de 25,5 GW de capacités électriques, composés de 20,5 GW issus de sources renouvelables, pour un investissement de plus de 20 Md USD, ainsi que d'une centrale GNL de 5 GW à Haiphong. Vingroup espère ainsi intégrer ces initiatives dans la révision de la planification énergétique nationale (Power Development Plan 8, PDP8) menée par le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT). Celle-ci vise à répondre à la forte croissance de la demande énergétique vietnamienne, dans un contexte où le pays table sur une croissance du PIB d'au moins 8 % en 2025, avec un objectif de 10 % à moyen terme. Toutefois, le groupe n'a pas dévoilé de plan précis concernant les investissements évoqués dans les énergies renouvelables solaires et éoliennes. De plus, les délais semblent extrêmement restreints pour la construction d'une centrale GNL, alors que la première centrale de ce type dans le pays (Nhon Trach 3) devrait être connectée au réseau en juin. Si le Premier Ministre a demandé une accélération de la construction de ces centrales, il s'agirait du projet de centrale le plus puissant de tous ceux référencés dans la dernière version publique du projet de PDP 8 révisé.

Des perspectives prometteuses pour le commerce de détail vietnamien

Durant les deux premiers mois 2025, les ventes au détail de marchandises et de services ont progressé de 9,4 % en g.a., contre 8,4 % enregistré à la même période de 2024. La croissance du secteur est soutenue par l'augmentation des salaires mise en place en juillet 2024, l'expansion de la classe moyenne et le développement du commerce moderne. Le gouvernement vise une croissance annuelle de 10 %.

Le Vietnam et le Brésil approfondissent leur partenariat stratégique

Le Président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva s'est rendu au Vietnam du 27 au 29 mars 2025. Cette visite, durant laquelle il a rencontré les principaux dirigeants du pays (Secrétaire général du PCV, Président, Premier ministre et Président de l'Assemblée nationale), a notamment été l'occasion d'actualiser le Plan d'action bilatéral pour la mise en œuvre du partenariat stratégique pour la période 2025-2030, qui contient de nombreuses mesures économiques. Le président brésilien a annoncé reconnaître le statut du Vietnam comme économie de marché, l'accélération des négociations pour un accord sur les investissements ainsi que l'ouverture des négociations pour un accord de libre-échange entre le Vietnam et le Mercosur, qui devraient être lancées au S2-2025. Par ailleurs, un accord sur le lancement d'un groupe de travail sur la coopération commerciale et industrielle entre le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) vietnamien et le ministère du Développement, de l'industrie, du Commerce et des Services brésilien, présidé par leurs vice-ministres respectifs, a également été signé. Dans le domaine agricole, le plan d'action prévoit l'ouverture du marché vietnamien aux viandes brésiliennes. Le Brésil est déjà un partenaire important du Vietnam dans ce secteur, étant son premier fournisseur de soja et de porc importé, et son deuxième de poulet. Les échanges ont également abordé la coopération scientifique, avec le lancement

d'un Joint Committee on Science, Technology and Innovation à partir du second semestre 2025. La coopération dans le domaine des énergies renouvelables (biocarburants, hydrogène vert, énergies solaires et éoliennes) et des semiconducteurs a également fait partie des discussions. Du côté des entreprises, le président était notamment accompagné d'une délégation comprenant notamment le PDG de l'avionneur Embraer, qui a pu présenter ses appareils civils et militaires et échanger avec le Premier ministre sur l'opportunité de l'établissement d'un centre de maintenance au Vietnam. L'entreprise serait en pourparlers pour la vente éventuelle de dix avions monocouloirs E190-E2 à Vietnam Airlines. Pour rappel, les deux pays ont initialement signé un partenariat global en 2007, transformé en partenariat stratégique en 2024. Le commerce bilatéral s'élève actuellement à 7,7 Md USD, avec un excédent commercial de 405 M USD pour le Brésil. L'objectif annoncé durant la visite est d'atteindre un commerce bilatéral de 15 Md USD d'ici 2030.

Thaïlande

La Thaïlande est exposée à des droits de douane de 37 % sur ses exportations vers les Etats-Unis

L'administration Trump appliquera des droits de douane de 37 % sur les importations des Etats-Unis depuis la Thaïlande à partir du 9 avril 2025, un taux supérieur au différentiel des droits appliqués entre les deux pays, qui s'élève à 5,3 % (différentiel de droits de douane pondéré par les volumes d'échanges par ligne tarifaire entre les deux pays). La Thaïlande affiche un excédent commercial avec les Etats-Unis de 35,5 Md USD selon les autorités thaïlandaises, et que Washington évalue à 45,6 Md USD. Cela positionne la Thaïlande comme dixième plus important déficit commercial des Etats-Unis. Les Etats-Unis sont le principal marché à l'export de la Thaïlande en valeur. Ils sont également le deuxième partenaire commercial de la Thaïlande après la Chine depuis 2022, avec un volume total d'échanges de 74,8 Md USD en 2024, en forte croissance (+10,1 %). La Première ministre (PM) Paetongtarn a réagi sans critiquer frontalement la mesure et a annoncé que la Thaïlande possède un « plan solide en plusieurs étapes » pour négocier une solution à l'amiable. Le gouvernement se veut coopérant pour réduire son excédent commercial avec les Etats-Unis et a par exemple mentionné l'idée d'importer plus de produits issus de l'agriculture américaine pour les transformer et les réexporter sur le marché mondial. La PM a également affirmé que certaines exportations thaïlandaises sont indispensables à l'économie américaine, et que le gouvernement cherche de nouveaux marchés à l'export. A moyen terme, la Thaïlande pourrait pâtir de l'augmentation des droits de douane par leur effet direct (perte de compétitivité relative des exportations thaïlandaises) et indirect (accroissement des importations à bas coût en provenance de Chine, qui mettent déjà les productions locales en difficulté), mais aussi par la contrainte sur la politique monétaire thaïlandaise que ferait peser une inflation élevée aux Etats-Unis et un relèvement des taux de la FED, alors que l'endettement privé des ménages est élevé et la croissance stagnante.

Séisme en Birmanie : impact direct limité sur l'économie, méfiance croissante envers les acteurs chinois dans le secteur de la construction

Le tremblement de terre de magnitude 7.7 du 28 mars en Birmanie, ressenti à une magnitude de près de 5 à Bangkok sur l'échelle de Richter, devrait avoir un impact d'au-plus 850 M USD (30 Md THB) sur l'économie thaïlandaise selon les banques SCB et Kasikorn, soit moins de 0,2 % du PIB. Le ministère des Finances n'a pas modifié ses prévisions de croissance et estime un impact négligeable sur l'économie du pays, suite au séisme. Le tourisme serait toutefois impacté, avec une baisse de plusieurs centaines de milliers de visiteurs dès le mois d'avril pour un retour à la normale prévu pour cet été. Après l'effondrement d'un immeuble de 30 étages en construction à Bangkok (censé accueillir le futur siège de la Cour des comptes), dont les travaux étaient assurés par Italian-Thai Development (ITD) et l'entreprise chinoise CREC (China Railway Engineering Corporation), les valeurs en bourse du secteur de la construction ont diminué de 2,65 % le jour même du séisme. Cet effondrement pourrait avoir des répercussions à long-terme sur l'attribution des marchés publics de la construction, où les normes de sécurité ne seraient pas toujours respectées par les prestataires chinois. Le ministère des Transports a notamment annoncé que les travaux de la deuxième phase du TGV thaïlandais vers la Chine seront désormais supervisés par des entreprises thaïlandaises et non plus chinoises.

Philippines

Trump impose un droit de douane de 18 % sur les exportations philippines

À compter du 9 avril, les exportations philippines vers les États-Unis seront taxées à 18 %, un taux parmi les plus bas d'Asie du Sud-Est, derrière Singapour (10 %) mais bien inférieur à ceux du Vietnam (46 %) et de la Thaïlande (37 %). L'impact économique de ces nouvelles taxes devrait toutefois rester limité. Les Philippines exportent relativement peu vers les États-Unis (14,6 Md USD en 2024), soit le volume le plus faible parmi les grandes économies de l'ASEAN. De plus, le taux d'ouverture de l'économie philippine reste modéré (72,4 % du PIB), et les exportations de biens et services vers les États-Unis ne représentent que 5,8 % du PIB. A noter que certains produits clés de leurs exportations, comme les minerais et circuits intégrés, restent exemptés.

Lancement du roadshow mondial pour présenter le CREATE MORE Act

Les Philippines viennent de lancer un roadshow afin de présenter la réforme CREATE MORE Act, après la signature de ses règles d'application (IRR) le mois dernier. La tournée a débuté par une présentation nationale, introduite par le conseiller spécial du président pour les investissements, Frederick Go, et se poursuivra à l'international, avec une étape prévue à Paris à l'été 2025. Cette réforme vise à renforcer l'attractivité du pays pour les investissements étrangers, alors que les IDE ont atteint 9,1 Md USD en 2023, un niveau bien en deçà de la moyenne de l'ASEAN (39,8 Md USD). Parmi les mesures clés figurent une réduction de l'impôt sur les sociétés de 25 % à 20 %, un allongement du délai de remboursement de la TVA de 90 à 180 jours et une exonération élargie des droits de douane.

Le déficit commercial agricole en baisse de 2,8 % en janvier, porté par une hausse de 32,8 % des exportations

Le déficit commercial agricole des Philippines s'est réduit à 1 Md USD en janvier 2025, en baisse de 2,8 % par rapport à l'année précédente, selon les données préliminaires de l'Autorité philippine des statistiques (PSA). Cette amélioration s'explique par une forte croissance des exportations agricoles, qui ont progressé de 32,8% en g.a. pour atteindre 715,25 M USD. Le commerce agricole total a également augmenté de 15,4 %, atteignant 2,43 Md USD. Les principales exportations incluent les graisses et huiles animales et végétales (36,9%), suivies des produits du tabac et des préparations de cacao. Les principaux marchés d'exportation comprennent la Malaisie, qui absorbe 65,6 % des exportations agricoles vers l'ASEAN. Côté importations, celles-ci ont atteint 1,72 Md USD (+9,4 %), dominées par les céréales, notamment le riz (19,1 % du total), avec le Vietnam comme principal fournisseur.

Réduction de l'activité manufacturière après 19 mois de croissance sous l'effet du repli des commandes et des incertitudes économiques

En mars, l'activité manufacturière des Philippines a reculé pour la première fois en 19 mois, l'indice PMI de S&P Global tombant à 49,4, contre 51 en février après un record de 54,3 en décembre (sous le seuil neutre de 50). L'indice PMI passe ainsi également sous la moyenne régionale de l'ASEAN, établie à 50,8. Cette baisse peut s'expliquer par une diminution des nouvelles commandes due à une concurrence accrue et à une demande plus faible, notamment à l'exportation.

Cambodge

49 % de tarifs réciproques, un taux le plus élevé

Dans le cadre de la nouvelle politique commerciale américaine, le Cambodge sera frappé de droits de douane de 49 %. Il s'agit du taux le plus élevé parmi les nombreux pays ciblés dans la région. Les Etats-Unis accusent le Royaume de taxer leurs produits à hauteur de 97 %, ce qui est totalement fantaisiste. Les nouveaux tarifs douaniers entreront en vigueur le 9 avril, si aucune négociation n'a lieu entre-temps. Cela affectera les échanges commerciaux avec les États-Unis, premier marché d'exportation du Cambodge, qui représente 37 % des exportations cambodgiennes en 2024. Les exportations du Cambodge vers les États-Unis sont constituées des produits du textile au sens large (54 %), de meubles (11 %) et d'équipements électriques (10 %). Par conséquent, le secteur manufacturier risque d'être le plus affecté par ses droits contraires aux règles de l'OMC. La diversification géographique et sectorielle est donc indispensable pour réduire la dépendance à un marché spécifique et répartir les risques économiques et, désormais, géopolitiques.

Le tourisme à la traîne

Le secteur du tourisme progresse mais demeure à la traîne par rapport à plusieurs pays de l'ASEAN. En 2024, le pays a accueilli 6,7 millions de touristes internationaux, une hausse de 22,9 % par rapport à l'année précédente. Cependant, ces chiffres restent bien inférieurs à ceux de la Thaïlande (35,5 millions), de la Malaisie (25 millions) ou du Vietnam (17,5 millions). Les experts attribuent ce retard à une promotion insuffisante et à des défis liés à l'image du pays, notamment en raison des arnaques en ligne. Pour améliorer la compétitivité, ils recommandent une approche combinant le patrimoine culturel et un tourisme plus créatif. Actuellement, alors que le Cambodge mise sur le renforcement des infrastructures, avec l'ouverture prochaine du nouvel aéroport international de Phnom-Penh, la diversification de l'offre touristique reste limitée, malgré un potentiel indéniable. Et, pas sûr qu'accroître la taille de l'aéroport fera venir plus de touristes. L'aéroport international de Phnom-Penh actuel, Pochentong, n'étant pas saturé.

Laos

L'inflation bientôt à un chiffre ?

Alors qu'elle avait atteint les 41,3 % en février 2023, et qu'elle restait à un niveau élevé (22 % en 2024), l'inflation fléchit enfin. Elle s'établit à 11,2 % en mars en glissement annuel, contre encore 15,5 % en janvier. Cela reste un niveau élevé, mais se rapproche de l'objectif du gouvernement, d'une inflation à un chiffre. Pour autant, la population reste directement affectée car les prix restent tendus pour le logement, l'eau, l'électricité... à 28,6 %. Les secteurs de la santé (21,4 %), de l'éducation (18,1 %) ou de l'hôtellerie-restauration (16,4 %) demeurent dynamiques. En revanche, les prix de l'alimentation baissent de 1 à 5 % selon les produits, ce qui est une excellente nouvelle. Reste que l'inflation est largement importée au Laos et dépend donc, à la fois de la valeur du kip et du contexte global. Si le kip s'apprécie très légèrement depuis quelques mois, le contexte global actuel pourrait être plus défavorable.

Offensive aérienne ?

Le directeur général de Lao Airlines mettra en service un COMAC C909. La compagnie porte-drapeau laotienne sera l'une des toutes premières compagnies non chinoises à utiliser ce bi-réacteur régional d'une capacité de 90 sièges. Il sera d'abord utilisé pour des liaisons intérieures, notamment entre Vientiane et Paksé ou Savannakhet (à terme, il serait utilisé sur des liaisons avec la Chine). Sur ces distances courtes, les avions à turbopropulseurs, de type ATR 72-600, sont assurément plus économiques et efficaces. Pour mémoire, la commande correspondante date de 2008, pour deux appareils. Il est vrai que le C909 est un vieux programme, dont les concurrents directs étaient le CRJ700 (Bombardier), le MRJ (Mitsubishi), le Fokker 100 ou encore l'E-Jest (Embraer), avions qui ne sont plus fabriqués. Compte tenu du fort endettement de Lao Airlines, c'est COMAC qui assure directement le financement de l'appareil ainsi que sa maintenance. Le C909 est équipé d'un moteur GE CF-34. Les experts estiment qu'il est très inspiré du MD-80, ancêtre du B717, programme lui-même arrêté en 2005.

Primaire et prioritaire

A l'occasion de la récente réunion annuelle du secteur de l'énergie et des mines, le Premier ministre laotien a rappelé le rôle économique central du secteur. Sonexay Siphandone souhaite qu'il accroisse sa contribution à 25 % du PIB. Au-delà de l'endettement d'Electricité du Laos, estimé à environ 8 Md USD, le Premier ministre appelle de ses vœux des activités plus respectueuses de l'environnement. Ce secteur serait au cœur d'une croissance annuelle du PIB de 10-12 % (contre 10 % en 2024). Ce faisant, le Laos utilisera au mieux un avantage compétitif de son économie. Mais, alors que le pays veut relever le défi de la montée en gamme de ses productions, ce secteur ne s'y prête qu'imparfaitement. Et, il est très intensif en capital plus qu'en emplois. Outre l'importance de ses recettes d'exportation (2,7 Md en 2024), la production de l'électricité joue un rôle central dans le développement du reste de l'économie et la sécurité énergétique du pays.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr